

JANETTE  
HABEL

## Le recentrage du PCF

Un an après mars 1978, des restructurations profondes sont en cours au sein du mouvement ouvrier français. Dans la classe ouvrière, une couche de travailleurs avancés tire les leçons de Mai 68, grève générale sans débouché politique et de mars 1978, pseudo débouché politique sans mobilisation de masse. La division des syndicats et partis ouvriers entraîne une prise de conscience anti-bureaucratique, une politisation, une prise de conscience critique et une volonté unitaire de cadres ouvriers qui se répercutent dans les luttes et les débats syndicaux.

Dans les organisations ouvrières, l'aggravation de la crise économique et la rupture de l'Union de la gauche suscitent des réajustements politiques, voire des réorientations qui pourraient déboucher, à plus ou moins long terme, sur ce que Jeanson de la CFDT appelle une « refonte radicale des conceptions et des comportements de la gauche française ».

Dans le PCF et la CGT, ces réalignements sont en cours depuis mars 1978. L'expression la plus récente en est le numéro de la revue *Dialectiques* (dernier trimestre 1979) consacré au syndicalisme et dans lequel s'expriment, outre N. Poulantzas, des dirigeants eurocommunistes tels Bruno Trentin et N. Sartorius<sup>1</sup> ainsi que J.-L. Moynot, secrétaire confédéral de la CGT et P. Zarifian, responsable de la commission économique, dont les articles dépassent largement le seul cadre du mouvement syndical. Simultanément,

deux livres sortent aux Editions sociales : *Décider au travail* de J.-C. Poulain et *Pour une stratégie autogestionnaire* de F. Damette et J. Scheidling. Ils complètent et éclairent d'autant plus utilement les articles de Moynet et Zarifian qu'ils ont été publiés avec l'aval de la direction du PCF.

## La crise économique et ses conséquences

C'est de la crise économique que part J.-L. Moynet pour réexaminer les problèmes posés au mouvement syndical et que l'on peut schématiquement résumer ainsi : en période d'essor économique, l'action syndicale a permis de « corriger par la lutte » les conséquences les plus criantes de l'exploitation capitaliste : le maintien du pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires les plus bas, ainsi que la « limitation » ou la « réparation » des conséquences sur l'emploi des restructurations industrielles. Voilà pour « le bon côté des choses ». Mais cela s'est fait au détriment de la prise en charge de revendications portant sur la qualité du travail et de la vie, en sous-estimant la crise des conditions de travail, la situation des OS de la grande industrie, la poussée des luttes des femmes travailleuses, etc.

Autrement dit, on a laissé le champ libre « aux durées du travail excessives », à son intensification, à la déqualification, au travail « en miettes ». Au total, s'interroge J.-L. Moynet, « on peut se demander si la volonté justifiée de tenir en permanence et avec la plus grande fermeté le front des luttes pour le pouvoir d'achat des salaires... ne s'est pas manifestée au détriment de la perception de l'évolution d'ensemble des conditions structurelles auxquelles étaient soumises la force de travail. Cette sorte de *fixation sur le salaire* (souligné par nous – NDLR) a longtemps correspondu au vœu spontané d'une large majorité de travailleurs exprimant *une forme de conscience échangiste* (souligné par nous)... »

Ce qui était déjà problématique en période d'expansion économique l'est beaucoup plus en période de crise, « crise radicale du modèle de production » qui a présidé à l'essor économique de la période antérieure, et « mise en question très profonde du rôle de l'Etat » : tout ceci pose des questions nouvelles au mouvement syndical.

Comment alors aborder la crise économique et sociale ?

Il est rigoureusement impossible vu l'ampleur des restructurations industrielles et les ravages de la politique patronale de « limiter nos ambitions à la négociation sur les salaires, les emplois, voire les



conditions de travail... » d'où « l'exigence de se porter sur le terrain des solutions industrielles incluant les choix de produits et les investissements en moyens de production » (*Dialectiques*, p. 47).

Dans le contexte de la crise actuelle, il faut rechercher d'autres critères économiques « de nature à faire face aux critères de profit », pour une « nouvelle efficacité productive » opposée aux vices du taylorisme, pour assurer un nouveau type de développement qui puisse satisfaire les besoins sociaux et la nécessité d'assurer « la cohérence et le dynamisme du système productif national et des économies régionales dans la division internationale du travail ».

Quelle est la difficulté actuelle de cette politique ? Elle ne réside pas, comme on pourrait le croire naïvement, dans le fait que soient maintenus les rapports de production capitalistes ou que la division internationale du travail s'effectue dans le cadre de la domination des principales puissances impérialistes. De même on ne précise pas quels pourraient être ces autres « critères économiques » ou cette « nouvelle efficacité productive » dans le cadre d'un système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production...

La principale difficulté pour J.-L. Moynet, c'est le fait qu'il n'est pas du tout sûr que le gouvernement et le patronat acceptent de négocier « le contenu économique et industriel des restructurations avec un mouvement syndical qui a majoritairement une orientation de lutte et des ambitions anticapitalistes... » (*sic* !). Disons-le autrement : la principale difficulté tient à ce que le sens de classe de la bourgeoisie et la conscience de ses intérêts sont plus aigus que ceux des directions ouvrières censées défendre les intérêts des travailleurs... Il est en effet difficile de concevoir comment, dans un contexte d'aggravation de la crise économique, alors que les industries entières sont restructurées, des centaines de milliers d'emplois supprimés afin de restaurer un taux de profit satisfaisant en augmentant la productivité du travail, des « objectifs alternatifs » pourraient être acceptés par le patronat et satisfaire les revendications ouvrières en terme de salaires, de baisse du temps de travail, d'emploi, etc.

Les premières applications de cette politique confirment évidemment cette analyse de classe élémentaire : de l'acceptation de l'inéluctabilité de la crise à la gestion de cette crise et de l'austérité, il n'y a qu'un pas. Dans la sidérurgie, la direction confédérale avait élaboré un memorandum synthétisant les solutions industrielles de la CGT. Il est significatif que ce soit cet exemple qui ait été choisi par A. Sainjon, secrétaire de la Fédération CGT de la métallurgie, comme « mise en application de la conception » de la fédération, lorsqu'on sait comment s'est terminée la lutte et ce qu'a signifié la convention qui a entériné les licenciements et



les mutations. C'est P. Zarifian<sup>2</sup> qui rappelle comment, après le succès de la marche du 23 mars sur Paris, la direction confédérale avait proposé, pour « éviter que la marche n'épuise ses potentialités », l'organisation d'états généraux par région, la mise au point de plates-formes par bassin, et des propositions par usine ! Ce qui justifie pleinement l'intervention des exclus de la CFDT USINOR- Dunkerque, aujourd'hui membres de la CGT, critiquant la signature d'accords entreprise par entreprise qui ne peuvent aboutir « qu'à enfoncer davantage les secteurs que le patronat veut liquider ». Rien d'étonnant à ce que, comme l'écrit P. Zarifian, dans la sidérurgie « à l'heure actuelle on ne peut certainement pas affirmer que la bataille pour l'emploi a été gagnée »... et encore moins que l'objectif présenté dans le memorandum : « Imposer des solutions qualitativement nouvelles par rapport au fonctionnement et aux critères de l'économie capitaliste », ait été atteint !

Si l'on n'y prend garde, dans les télécommunications où vingt mille suppressions d'emplois ont été annoncées, on aboutira au même bilan puisque la CGT ne peut se contenter de dire seulement « non aux licenciements » ni d'être « l'organisation du refus » (débat lors de la réunion nationale des syndicats<sup>3</sup>).

### Les réponses patronales et celles des directions syndicales

Parmi les préoccupations « nouvelles » de J.-L. Moynet et les carences de la CGT qu'il met en évidence, il y a le souci de prendre en compte les préoccupations, les revendications des couches ouvrières délaissées par le syndicalisme traditionnel : les femmes, les jeunes, les immigrés, les intérimaires. Ce qui s'explique parce que la CGT « mêle les fortes traditions d'un syndicalisme d'ouvriers professionnels qualifiés de différentes industries et les caractères propres du syndicalisme des fonctionnaires, plus récemment des salariés du secteur nationalisé »...

Ce souci des plus exploités serait légitime si ces préoccupations n'étaient entachées d'une ambiguïté. On retrouve en effet chez les eurocommunistes, dans le mouvement syndical, une façon d'opposer ce que N. Sartorius appelle les « nantis » de la classe ouvrière aux couches les plus exploitées qui recouvre une préoccupation qui, sous couvert d'égalitarisme, rejoint les visées des secteurs « avancés » du grand capital : utiliser la crise économique pour *unifier vers le bas la classe ouvrière*. C'est ainsi que N. Sartorius (dans *Dialectiques*) explique : « Dans les discussions des conventions collectives, qui sont intervenues en Espagne entre janvier et mars 1979, la revendication d'une augmentation salariale



trop forte aurait pu entrer en contradiction avec la question de l'emploi et engendrer une rupture entre les travailleurs et les sans-emploi »... Voilà comment on justifie l'acceptation d'augmentations salariales au rabais.

De même B. Trentin met en garde contre le repli du syndicat « vers une logique revendicative [qui] passe à côté du développement d'intenses contradictions entre les différentes couches de travailleurs ». On risquerait alors d'avoir « une véritable guerre de corporatismes ».

Ce sont ces thèmes bien connus de l'austérité de gauche qui, pour la première fois, apparaissent aussi ouvertement dans la direction de la CGT. Cette analyse des *avantages acquis comme corporatistes* qu'il faut liquider pour unifier (vers le bas) la classe ouvrière permet de mieux comprendre l'accord de 1979 sur le chômage et la suppression des 90% au nom de l'égalité des chômeurs. (C'est avec des arguments similaires que la CFDT a de fait accepté la politique d'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale.) C'est ainsi que J.-L. Moynot, face à la perspective de restructuration du secteur public, des administrations d'Etat et du secteur nationalisé, considère que « les garanties statutaires les plus solides des travailleurs de ce secteur, conquises il y a trente ans pour l'essentiel, correspondent à des formes étatiques centralisées qui seront inévitablement remises en cause » (perspective inscrite dans tous les projets gouvernementaux de remaniements administratifs). Pire, il ajoute : « Il faudra bien analyser plus profondément ce problème et formuler des objectifs de réforme *pour éviter de s'enfermer dans un combat d'arrière-garde* » (souligné par nous – NDLR). Voilà qui devrait faire frémir les vétérans de la Libération, membres du PCF, qui, lorsqu'ils étaient au gouvernement, contribuèrent largement à l'élaboration du statut de la Fonction publique et aux quelques conquêtes et garanties des travailleurs du secteur nationalisé.

Il faut « permettre aux femmes et aux hommes de l'entreprise d'être plus libres et plus responsables » et mettre en place « des structures favorables au développement de l'esprit de décision et de responsabilité au niveau du plus grand nombre possible [...] A l'obéissance passive, on substitue de plus en plus une participation effective de l'individu à la conduite de son travail ». (François Ceyrac, le 15 octobre 1977, à l'ouverture des IV<sup>e</sup> Assises nationales des Entreprises.)

Il faut « mettre rapidement en place les moyens d'expression directe des salariés sur les lieux de travail... Pour améliorer les conditions de travail, la recommandation est toujours la même, qu'il s'agisse de la sécurité, de l'environnement ou de l'organisation



du travail : faire participer les intéressés à tout ce qui les concerne ». (Paul Appell, président de l'organisation patronale Entreprise et Progrès.)

D'où vient chez les dirigeants patronaux cette sollicitude à l'égard des salariés ? La raison essentielle n'est évidemment pas d'ordre philanthropique. Elle tient à ce qui est une situation commune à toutes les grandes entreprises capitalistes aujourd'hui : absentéisme de plus en plus important s'élevant dans certains ateliers d'OS jusqu'à 15 et 20 %, importance du *turn over*, des départs fréquents des jeunes travailleurs, augmentation très importante des défauts de fabrication.

Des enquêtes effectuées dans l'industrie automobile<sup>4</sup> montrent que 10 % de l'effectif des ateliers d'assemblage est affecté aux retouches après finition et que des frais de gestion très importants sont consacrés au paiement du personnel — en nombre croissant — chargé du contrôle des produits finis. La General Motors (qui emploie 780 000 personnes) fait état de « l'absentéisme, l'alcoolisme, la négligence de la main-d'œuvre, le vol et le sabotage par les ouvriers ». Appelés à diagnostiquer les problèmes, la centaine de psychologues industriels (!) payés par l'entreprise ont étudié le travail ennuyeux, routinier des chaînes et disent qu'il contribue au déclin de la motivation des ouvriers, de leur fierté de réalisation et aux sentiments de retrait et de mécontentement envers l'entreprise. Pour contrecarrer cette tendance, il faut donner aux ouvriers « un plus grand contrôle des décisions concernant leur travail et un plus grand sens de la participation dans la fabrication du produit fini ».

Dans ces conditions, les expériences « d'enrichissement des tâches » à Volvo, au Japon ou en Allemagne de l'Ouest et la mise en place de Comités d'initiative dans les ateliers de la General Motors ont une signification évidente : remédier aux baisses de productivité causées par la parcellisation des tâches en dévoyant les aspirations des travailleurs à une maîtrise plus grande de leur travail, désamorcer les tensions croissantes avec la hiérarchie en tenant compte que « le mythe du chef a été remplacé par le mythe du groupe » (Michel Crozier, responsable de la Trilatérale, organisme international lié au grand capital).

La proposition de création des comités d'atelier, faite initialement par la CFDT puis reprise successivement par le PCF et la CGT, répond à plusieurs objectifs. Pour J.-L. Moynot « une nouvelle efficacité économique exige une maîtrise collective et complète par les travailleurs de ces systèmes de machine et d'organisation de la production [...] derrière l'exigence d'une démocratie économique de masse, derrière la revendication d'autogestion [...] pointe



le problème de dépassement de la division du travail liée au mode capitaliste; le fait de s'appropriier par la lutte [...] un élément du procès de production touche à quelque chose de très profond : c'est le rapport dirigeant-dirigé, concrétisation en terme de pouvoir du rapport de production capitaliste et de la division du travail correspondante qui tendra à disparaître de l'organisation du travail ». C'est sûrement pourquoi J.-L. Moynet se refuse « à rejeter en bloc » des expériences du type de la cogestion en RFA dont il constate « qu'un courant non négligeable dans les syndicats tend à la considérer comme un moyen parmi d'autres de protection des travailleurs... »

Ainsi réapparaissent les vieux oripeaux réformistes traditionnels : qu'est-ce que cette nouvelle efficacité économique ? Qu'est-ce que cette division du travail qui pourrait être renversée sans destruction des rapports de production capitalistes ? J.-C. Poulain<sup>5</sup> n'est pas en reste. Il s'agit de créer partout où c'est possible des comités d'atelier, y compris dans les entreprises encore aux mains des capitalistes (le projet initial du PCF les limitait aux entreprises nationalisées). A ceux qui s'interrogeraient sur les risques d'intégration que comporte le fait de se mêler de la gestion de l'entreprise alors que le patron est encore le seul à décider, il répond en écho à J.-L. Moynet : « Il faut dorénavant faire des propositions de nature positive ayant un caractère constructif permettant à chaque salarié d'être maître de son travail... C'est la seule façon de pouvoir commencer à sortir de la crise, *de pouvoir réaliser une "nouvelle croissance" de l'économie...* (souligné par nous – NDLR) *On propose en fait de commencer à mettre en pratique un autre mode de production...* » (souligné par nous). Il suffit pour cela comme le disent également F. Damette et Scheidling<sup>6</sup> que l'on soit « dans une situation où la classe ouvrière et ses alliés ont *suffisamment affaibli le grand capital pour que soient résolus pour l'essentiel les problèmes de propriété et de pouvoir* ».

Secondairement, les comités d'atelier doivent permettre de combattre « les rigidités du mouvement syndical », l'inadaptation de la pratique syndicale aux problèmes posés dans la production et la société, inadaptation que Mai 68 a mis en lumière : à l'usine Ducellier, J.-C. Poulain dans *l'Humanité* (du 5. 12. 1979) met en valeur « l'intervention des salariés sur la marche de l'entreprise, sur le contenu et l'organisation du travail, sur les choix technologiques, les investissements nécessaires, etc. » et souligne que « des femmes OS sur la chaîne, à qui on impose des cadences presque intenable de 2 240 pièces [ont] des idées de modifications technologiques qui leur permettraient d'avoir un travail moins pénible et beaucoup moins asservissant, tout en produisant dans



la même unité de temps un nombre supérieur de pièces avec moins de rebuts ». Outre ces trouvailles pour augmenter la productivité qui devraient répondre aux soucis du CNPF, les conseils d'ateliers à Ducellier (où il n'existe pas de CFDT) ont servi d'antichambres à la CGT qui a doublé ses effectifs et recruté 52 conseillers d'ateliers sur 57...

Enfin les comités doivent permettre de lutter « contre la concentration du savoir, du pouvoir et des activités tant de décision que d'exécution par une poignée de militants », autrement dit, ils sont censés aussi avoir un objectif antibureaucratique en opposant à « l'intériorisation par le mouvement ouvrier lui-même des principes de la démocratie représentative (dont le mécanisme est la délégation de pouvoir par les élections) le développement de la démocratie directe... d'une démocratie économique de masse dans la production... autogestionnaire en tendance... »

### Un changement de perspective

Sous l'habillage idéologique des comités d'atelier se glisse un changement de perspective politique : la stratégie autogestionnaire, et l'avancée « pas à pas » vers le socialisme remplaçant l'union de la gauche et le programme commun rélégués aux oubliettes au profit de l'union à la base autogérée et de la conquête de positions qui permettent de commencer « dès aujourd'hui » la lutte pour le socialisme. Il s'agit bien de masquer l'abandon de la démocratie avancée comme étape nécessaire au profit du projet autogestionnaire d'articulation entre la démocratie directe (version élégante de l'union à la base) et la démocratie représentative (les institutions parlementaires).

C'est ce que confirment les deux idéologues officiels du PCF que sont F. Damette et J. Scheidling : « Le véritable projet autogestionnaire c'est celui qui sait accorder l'intervention directe des gens sous forme des conseils d'ateliers ou sous forme électorale avec la démocratie représentative [...] ce qui est nouveau c'est que nous disions : l'avenir commence maintenant. Voilà encore une formulation du 23<sup>e</sup> Congrès à expliciter. Cela signifie que nous commençons dès maintenant la lutte pour le socialisme *alors qu'à l'époque du Programme commun nous disions que l'étape proposée ce n'était pas le socialisme mais la démocratie avancée.* »

C'est exactement ce qu'a dit Moynet : « Depuis des années la CGT envisageait les problèmes de la démocratie économique essentiellement au-delà d'une échéance de changement politique



permettant d'entreprendre des réformes en profondeur (nationalisations notamment). Et l'idée de devenir une force de proposition économique et sociale *était tant soit peu liée à l'idée d'être une force associée au gouvernement du pays* » (*Dialectiques*, p. 47).

Plus précisément « en France, jusqu'à ces dernières années nous avons tendance à penser que la recherche de positions de contre-pouvoir économique dans l'entreprise était inévitablement condamnée à glisser vers la collaboration si elle ne se situait pas *dans un contexte politique et économique plus ou moins assimilable à l'antichambre du socialisme*. Cette vision des choses est certainement dépassée ».

C'est à juste titre que J.-C. Poulain, pour se défendre d'accusations éventuelles de collaboration de classe, rappelle l'accord de 1945 sur l'institution des comités mixtes à la production dans les entreprises aéronautiques, comités qui avaient pour but « d'étudier les suggestions émises sous des formes diverses par le personnel dans le but d'améliorer le rendement dans l'entreprise », de même qu'il cite le rapport d'Henri Jourdain à la 1<sup>re</sup> Conférence des comités d'entreprise de la métallurgie (février 1946) qui donnait entre autre comme attribution aux CE celle d'étudier « toutes les suggestions émises par le personnel dans le but d'accroître la production et d'améliorer le rendement de l'entreprise ».

Ce qui est en train de changer aujourd'hui dans la perspective proposée par le PCF ce n'est pas le degré plus ou moins important de collaboration de classes, mais le fait que les Comités mixtes à la production et les CE étaient définis dans un contexte où la présence de ministres communistes au gouvernement permettait au nom de l'indépendance nationale d'appliquer le programme du CNR (Conseil national de la résistance) de reconstruction d'une économie et d'un Etat bourgeois, alors qu'aujourd'hui cette participation gouvernementale n'est même plus jugée indispensable pour légitimer un réformisme gradualiste des plus traditionnels, même si N. Poulantzas avait tenté d'en renouveler l'expression « théorique » :

« *Modifier le rapport de force interne à l'Etat, modifier radicalement qui plus est sa matérialité, n'est qu'un des aspects d'une transition démocratique du socialisme*. L'autre aspect du processus consiste à s'appuyer *en même temps* sur les mouvements sociaux à la base, à *propulser l'essaimage de foyers de démocratie directe*, bref à se fonder sur les luttes populaires qui débordent toujours, et de loin, l'Etat. Se limiter au seul terrain de l'Etat, même si l'on adopte *une stratégie dite de ruptures*, c'est glisser insensiblement vers la social-démocratie : en raison du poids propre de la matérialité de l'Etat, *changer déjà le rapport de force interne à l'Etat*



ne peut se faire qu'en s'appuyant aussi sur les luttes et mouvements qui débordent l'Etat...

« Ce dont il s'agit donc, c'est de l'articulation des deux aspects du processus : il ne s'agit pas de « détruire » les institutions de la démocratie représentative, qui furent aussi, sinon surtout, une conquête des masses populaires, au profit des seules luttes hors Etat-démocratie directe (c'est la solution léniniste originelle, adoptée pour l'essentiel par Althusser); il ne s'agit pas non plus de désertier, sinon d'étouffer, ces mouvements de base au profit de simples réformes de la démocratie représentative (stratégie social-démocrate classique). »

Il faut d'ailleurs rendre justice à Poulantzas qui ne manque pas de rappeler :

« L'expérience politique austro-marxiste qui, se voulant à égale distance du bolchevisme et de la social-démocratie, a précisément tenté d'articuler les deux aspects du processus en question, mais en incorporant le deuxième (mouvements sociaux de démocratie directe) au premier (institutions représentatives démocratisées). L'expérience a montré que, dans ce cas, en raison de la matérialité propre de l'appareil d'Etat, ces mouvements ont fini par se dissoudre dans les rêts de l'Etat en s'intégrant-identifiant à son circuit administratif. »<sup>7</sup>

La nouveauté aujourd'hui c'est que, de M. Rocard au CERES en passant par E. Maire, tout le monde prétend articuler l'autogestion à la base avec l'action gouvernementale et l'expérimentation sociale avec la lutte pour le pouvoir.

Paradoxalement, le PCF dans sa volonté pour préserver ses intérêts d'appareil de ne pas aller au gouvernement met l'accent sur les changements possibles dès aujourd'hui et se retrouve plus proche d'E. Maire prêchant l'autogestion de l'austérité sous la houlette de Giscard, que de Mitterrand et ses alliés qui maintiennent la nécessité d'un changement de gouvernement et de réformes de structures (nationalisations) pour pouvoir engager un processus « autogestionnaire ». Ce que J. Scheidling résume ainsi : « Nous ne pouvons plus reproduire notre démarche antérieure qui consistait à faire dépendre souvent la solution d'un problème d'emploi ou de production dans une entreprise de la nationalisation du groupe monopoliste correspondant. »

Voilà comment le PCF tente de concilier harmonieusement l'union à la base, l'autogestion, la conquête de positions, et l'absence de débouché politique qui permettrait de centraliser les luttes contre le gouvernement. A court terme cet assemblage idéologique peut, peut-être, au sein du parti, fonctionner; mais il est à moyen



terme difficilement conciliable avec la politique suivie à l'égard de la social-démocratie.

## Le vieux clivage entre réforme et révolution

Les positions défendues par J.-L. Moynet ont une cohérence d'ensemble. La remise en cause de certitudes et d'un certain héritage historique du mouvement ouvrier l'amène à s'interroger sur le bien-fondé de « la distinction conceptuelle et le clivage ancien entre courant réformiste et courant révolutionnaire ». Il est vrai que la mise en question du rôle de l'Etat, la nécessité de « dépasser la fixation étatiste-institutionnaliste, de la III<sup>e</sup> Internationale [...] et de modifier le rapport de forces internes à l'Etat » (N. Poulantzas), les perspectives de la transition au socialisme, « la convergence des stratégies anticapitalistes » sont autant d'éléments communs entre certains courants socialistes et les eurocommunistes qui vont dans le sens de l'abolition des anciens clivages. Il est donc logique que Moynet pense que vont s'affirmer « des courants socialistes nouveaux, plus unitaires et plus combatifs », que dans cette perspective les démarches unitaires sur le plan syndical jouent un rôle majeur « pour combattre les forces politiques considérables qui s'opposent au rapprochement des différentes composantes du mouvement ouvrier ». C'est également pourquoi il est un des rares dirigeants syndicaux à évoquer aujourd'hui la perspective d'une « unité organique », autrement dit de la fusion syndicale. (*Dialectiques*, p. 57.)

Seul problème qui reste dans l'ombre : le PCF dont pourtant J.-L. Moynet est membre. Que pense-t-il de son organisation interne, de son rapport aux syndicats, aux organisations de masse, aux mouvements sociaux ?

N. Poulantzas, dans *Dialectiques*, écrivait à ce propos : « Les partis ouvriers doivent jouer un rôle nouveau dans l'articulation des transformations de l'Etat et du développement des mouvements sociaux »... ce qui nécessite « des transformations considérables de ces partis, de leur attitude à l'égard de ces mouvements qui n'a été que trop jusqu'ici celle du mépris, sinon du dénigrement plus particulièrement dans le cas du PCF ». Nous ne spéculerons pas ici pour savoir si J.-L. Moynet partage en son for intérieur cette appréciation...

Rien chez F. Damette et J. Scheidling ne s'oppose fondamentalement aux orientations de J.-L. Moynet et, comme chez ce dernier, certaines formules semblent inspirées de N. Poulantzas. Ainsi J. Scheidling critique le fait de « fonctionner encore dans



une large mesure avec une conception de l'Etat pris en bloc » et souligne la nécessité « d'articuler le rôle de l'Etat et celui du mouvement social »...

Contre l'ancienne démarche par étapes qui « globalisait les seuils », il faut revendiquer « la notion de pas à pas » (F. Damette et J. Scheidling, op. cit., p. 152), procéder à une certaine « désétatisation de la démarche » et rechercher « la cohérence du mouvement, du processus, de la dynamique ».

F. Damette et Scheidling qui ne cachent pas leur accord avec la politique du PC italien et la « stratégie eurocommuniste » (p. 169-170) concluent leur livre en s'interrogeant sur le fait que formellement, la stratégie qu'ils préconisent était combattue par Lénine comme réformiste. Que reste-t-il des différences avec le réformisme si le concept de dictature du prolétariat est rejeté ? Si la notion de « seuil global de réformes nécessaires » l'est aussi, si la référence dans les statuts au marxisme-léninisme considéré comme un corps de doctrine est abandonnée et si comme le dit G. Wasserman (p. 177) « tous les mots clés sur lesquels s'était faite la séparation au congrès de Tours ont aujourd'hui disparu du vocabulaire communiste. Alors est-ce que Tours est effacé par l'autogestion ? »

Les réponses à cette interrogation majeure sont minces. F. Damette revendique d'abord pour le PCF seul le qualificatif de réformiste ! « Il y a en effet une escroquerie derrière ce mot puisqu'il crédite à priori le PS d'une volonté de réforme alors que sa volonté n'est que de gérer le système » (p. 175). On croit rêver !

Les autres arguments sont plus substantiels. Le premier concerne la scission de Tours qui s'est faite sur l'attitude à l'égard de la révolution d'Octobre. Alors que la social-démocratie a toujours choisi son camp — celui du capitalisme —, Damette et Scheidling rappellent le maintien de la solidarité à la révolution d'Octobre quelles que puissent être les divergences avec les communistes soviétiques (p. 180). Voilà au moins une identité et une particularité indiscutables.

En second lieu, le PCF est *le* parti de *la* classe ouvrière qui est *la* force dirigeante du combat démocratique. Seul le PCF est donc à même de donner un « contenu de classe » à la démarche autogestionnaire en tant que parti de la classe qui est la force décisive. On ne trouvera pas d'autre démonstration à ce postulat...

Force est donc bien de constater que rarement les divergences idéologiques avec la social-démocratie ont été aussi minces : c'est à qui s'arrachera le label du meilleur réformisme... Pourtant, rarement la division a été aussi violente. C'est que le discours politique officiel du PCF contraste assez radicalement avec les réajustements qui sont à l'œuvre dans les textes à usage plus limité, même si le ton



« dur » et « combatif » l'est d'autant plus en parole qu'il l'est moins dans les faits.

Car ce qui est en jeu, c'est la survie de l'appareil et l'identité propre du parti, sa spécificité. C'est cela qui explique la réaffirmation de son passé, de son histoire, l'autoproclamation de son caractère d'avant-garde, seul parti de la classe ouvrière, le rappel des liens avec l'URSS. Il lui faut d'autant plus justifier ainsi son existence que les divergences idéologiques s'amenuisent sans cesse.

Voilà qui explique les références du PCF au camp socialiste dont le bilan malgré quelques critiques est « globalement positif » et dont il faudrait garantir les frontières contre l'agression impérialiste. C'est aussi le sens de ses positions sur l'installation des Pershing en Europe et sur l'Afghanistan.

L'objectif du Parti communiste est d'empêcher le développement du PS comme parti de masse en le contraignant soit à gérer la crise avec Giscard en appliquant ouvertement et seul une politique d'austérité, soit à accroître ses tensions internes en l'absence de perspective gouvernementale. La direction du PC est convaincue qu'un nouvel échec du PS aux élections présidentielles ouvrirait une crise majeure dans ce parti. Mitterrand mise lui aussi sur des difficultés au sein du PCF pour obliger sa direction à revenir à une politique d'alliance. Une véritable course de vitesse est ainsi engagée entre les directions des deux principaux partis ouvriers réformistes.

Ce faisant les contradictions s'accumulent et le PCF ne pourra éternellement tenir deux discours, de même que la CGT ne peut pas tenir un langage unitaire au 40<sup>e</sup> Congrès et servir de marchepied au PCF quelques mois plus tard sans en payer le prix.

Cela J.-L. Moynet l'a bien compris. Il se prépare pour la crise à venir. Mais il n'y aura pas de remodelage politique fondamental sans crise politique ou sociale majeure qui oblige le PCF à trancher entre ses attaches nationales et ses liens à l'Union soviétique.

Janette Habel

## NOTES

1. Dirigeant des commissions ouvrières espagnoles.
2. *Dialectiques*, p. 116.
3. *La Vie ouvrière*, n° 1813.
4. Citées par J.-C. Poulain dans *Décider au travail* (Editions Sociales).
5. Id., p. 165 à 167.
6. *Pour une stratégie autogestionnaire* (Editions Sociales).
7. Sur ces questions, voir *Critique communiste*, articles de Bensaïd, n°s 18-19 et 26.